

Derrière la crise en Egypte, une épouvantable équation économique

Qu'ils soient ou non qualifiés de coup d'Etat militaire, qu'ils aient ou non l'agrément de la communauté internationale, les changements de grande ampleur à la tête de l'exécutif égyptien ne modifient pas l'inquiétante donne économique de l'Égypte.

D PAR AKRAM BELKAÏD
Déposé par l'action de protestation des « rebelles » citoyens du mouvement Tamarrod et par celle, décisive, de l'armée, l'ancien président Mohamed Morsi a aussi chuté pour son incapacité à remettre l'économie du pays dans le bon chemin. Et ce sont les mêmes défis que doivent d'ores et déjà affronter le président désigné Adly Mansour. De fait, le constat est des plus sombres et n'incite guère à l'optimisme. La croissance du Produit intérieur brut (Pib) est en panne, n'ayant atteint qu'un taux de progression de 2% pour la période 2011-2012 et vraisemblablement moins pour 2012-2013. A cela s'ajoutent une monnaie qui ne cesse de dévaliser par rapport au dollar (monnaie de référence pour l'économie égyptienne) et une inflation qui revient au grand galop (elle est actuellement estimée à 15%) dans un contexte de baisse généralisée des revenus de l'ordre de 11%.

Mais il n'y a pas que cela. L'Égypte, pénalisée par un tourisme frappé de plein fouet par l'effet post-révolution (10 millions de visiteurs estimés pour 2013 contre 14 millions en 2010), doit trouver 12 milliards de dollars pour équilibrer sa balance des paiements. Cela tandis que son déficit budgétaire frôle les 30 milliards de dollars pour la période allant de juillet 2012 à juin 2013 soit l'équivalent de 12% du PIB. Pour mémoire, le budget égyptien est consacré aux trois quarts aux salaires, aux subventions et au remboursement d'une dette extérieure dont le total atteint désormais 39 milliards de dollars. Cette tension sur les finances du pays se traduit par une chute continue des réserves de chan-

ge lesquelles se rapprochent des 10 milliards de dollars (13,5 milliards de dollars en 2012), seuil considéré comme critique puisqu'il correspond à moins de 3 mois d'importations. Une donnée non négligeable dans un pays qui importe l'essentiel de sa consommation en carburant et en produits céréaliers. Ce bilan peu étincelant explique pourquoi l'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a fait passer le rating de l'Égypte en catégorie spéculative après l'avoir abaissé en mai dernier de B- à CCC+. Une dégradation qui, déjà à l'époque, avait donné des arguments aux anti-Morsi, et qui rend pratiquement impossible tout financement extérieur sur les marchés internationaux.

La nouvelle équipe au pouvoir qui, selon la « feuille de route », dispose des pleins pouvoirs va donc devoir à tout prix conclure les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) pour l'obtention d'un prêt de 4,8 milliards de dollars. Il y a encore six mois, ce prêt était censé être conclu et avalisé en juillet 2013. Depuis, beaucoup d'eau du Nil a coulé sous les ponts du Caire et les discussions ont achoppé sur un point majeur : la baisse des subventions, notamment à l'énergie, afin de réduire le déficit budgétaire que le FMI souhaite voir passer sous les 10%. La question est donc des plus simples : le « nouveau pouvoir » va-t-il céder là où le président Morsi refusait de faire des concessions en ayant peut-être le souvenir des émeutes de 1977 et 2008 contre la baisse des subventions ? On se souvient qu'en décembre dernier, l'ex-président avait renoncé à augmenter les taxes sur plusieurs produits de consommation courante au grand dam de ses interlocuteurs occidentaux. On

peut aussi se demander si ce n'est pas le FMI qui va finalement revoir ses exigences à la baisse afin de ne pas aggraver les difficultés du nouveau pouvoir égyptien.

En tout état de cause, le Fonds est aussi dans une position difficile. Sans être gravée dans le marbre, l'une de ses règles de fonctionnement est qu'il ne peut traiter avec des gouvernements jugés illégitimes fussent-ils nés d'une révolte citoyenne. La position des Etats-Unis - premier actionnaire du FMI - qui consiste à prendre acte du changement institutionnel au Caire tout en exigeant des élections rapides donne peut-être une indication sur ce que sera la position du grand argentier. Ce dernier pourrait attendre les futurs scrutins législatifs et présidentiels pour conclure les négociations.

En attendant, et dans un contexte où les investissements directs étrangers (IDE) sont tombés à moins de 1 milliard de dollars (contre près de 10 milliards de dollars en 2006 après le grand virage libéral du régime Moubarak) et où 20% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, on peut se demander comment la nouvelle équipe au pouvoir va trouver les ressources financières pour équilibrer le budget et relancer la machine économique. S'il a déjà débloqué 3 milliards de dollars, le Qatar devrait fermer les cordons de sa bourse après l'évincement de son allié Morsi. Le voisin libyen a déjà prêté 2 milliards de dollars et renâclerait à faire un nouveau geste. Reste l'Arabie Saoudite, proche des salafistes égyptiens, dont une partie a soutenu la mise à l'écart de l'ex-président égyptien. Selon des informations de presse, Adly Mansour pourrait se rendre bientôt à Djeddah mais



aussi à Abou Dhabi, autre capitale hostile aux Frères musulmans, pour plaider sa cause.

Il reste à se demander si les fonds qu'il réusira à lever correspondront à l'ampleur de la tâche. Géant arabe et africain, l'Égypte aurait besoin de plus de 20 milliards de dollars sur cinq ans pour moderniser ses infrastructures et en créer de nouvelles (routes, aéroports...). Pour le seul Sinaï entré actuellement dans une phase de dissidence armée dont on parle peu (les tribus bédouines, gagnées par l'islamisme, se révoltent contre l'abandon dont elles font l'objet et la mainmise des Égyptiens de la vallée du Nil sur leurs ressources), il faudrait près de 1 milliard de dollars d'urgence en hôpitaux, écoles et autres infrastructures publiques. Le gouvernement Morsi avait promis 800 millions de dollars sans donner d'indication sur leur provenance. Une promesse vis-à-vis de laquelle le

nouveau pouvoir égyptien devra se déterminer faute de quoi le risque est grand de voir le Sinaï sombrer dans le chaos.

Enfin, une chose est certaine ou presque. On voit mal le pouvoir version Adly Mansour tenter de réduire le poids de l'armée dans la vie économique. Pesant près de 30% du PIB grâce à ses multiples activités qui vont de la boulangerie industrielle à l'industrie de défense en passant par le tourisme (notamment dans le Sinaï), on n'imagine pas que l'armée puisse accepter de passer la main et de céder ses avoirs à l'investissement privé. Une option pourtant défendue par nombre d'économistes égyptiens qui y voient un moyen de doper la croissance économique et d'attirer des capitaux étrangers. Mais le nouveau pouvoir égyptien connaît certainement ses limites et les lignes rouges que lui a tracées celle qui l'a fait roi.

«Halte au gâchis», le professeur Aktouf vous parle...

Le professeur Omar Aktouf est enfin édité en Algérie. Ce tribun iconoclaste, enseignant dans une prestigieuse école de management, HEC Montréal, mais néanmoins pourfendeur infatigable du capitalisme financier et du néolibéralisme, nous implore de ne pas imiter le modèle américain.



H PAR SAMY INJAR
«Halte au gâchis» est le titre qu'a choisi de publier en premier la maison d'édition Arak. Il s'agit d'un pamphlet flamboyant de 156 pages annonçant la mort du capitalisme financier. Nous sommes alors en 2008 et la crise des subprimes prépare l'écroulement de Lehman Brothers et de Wall Street. Le professeur Omar Aktouf a bien conquis le droit de prendre des postures messianiques. En 2002, dans «la stratégie de l'Austruche», il annonce déjà l'apocalypse au bout de la mondialisation triomphante qui broie les humains et la nature. A contre-courant de l'euphorie ambiante. Dans le livre désormais disponible dans toutes les bonnes librairies, le professeur n'a pas encore «sous la main» le krach de septembre 2008 pour étayer un propos

pamphlétaire sur «l'expansion du profit qui tue le profit». Tant pis, les scandales d'Enron, de Tyco, Xerox, jusqu'à Vivendi sont là pour montrer la faillite du management à l'américaine qui écrase «la ressource» devenue non humaine au seul service des actionnaires et qui finit par mendier piteusement le sauvetage aux Etats et aux banques centrales. «Halte au gâchis» reprend pour mieux illustrer quelques-unes des pistes typiques de la pensée Aktoufienne sur le management stratégique. La supériorité du modèle capitaliste rhénan nippon sur l'anglo-saxon. La nocivité des écoles de management qui reprennent dans le monde à l'envi les recettes financières de maximisation du profit de Michael Porter, le théoricien d'un management de la segmentation de la chaîne de valeur. L'ascendant du capitalisme financier d'abord

sur le capitalisme industriel ensuite sur le reste du monde a conduit à des drames innombrables. Mais aussi à une bonne nouvelle. La mort du capitalisme financier. Ce modèle est en train de s'effondrer qui met le détenteur non pas du métier, mais du capital au centre d'un pouvoir démiurgique.

■ QUOI DE NEUF PROFESSEUR ?

Pourtant, pour ceux qui connaissent depuis quelques années l'œuvre du professeur, la question fuse au bout de quelques paragraphes de «Halte au gâchis»: quoi de neuf donc dans les anticipations visionnaires de citoyen Aktouf, compté parmi les 75 personnes les plus influentes au Canada ? Il y a dans «Halte au gâchis» deux ou trois idées qui à défaut de renouveler le corpus Aktoufien, lui donne une consistance plus forte que les reproches que lui font ses contradicteurs de négliger parfois dans ses travaux. La toute première est une tentative d'expliquer ce qui n'a pas marché dans le nouveau cycle d'expansion du capital mondialisé. Sans revenir sur les moteurs des périodes de croissance antérieures, notamment les trente glorieuses de l'après-seconde guerre mondiale, Omar Aktouf suggère à la page 44 l'échec pour le capitalisme de faire du secteur tertiaire non marchand un moteur de la croissance, comme l'une des raisons de l'écroulement de la mondialisation financière sur elle-même. Les industries de l'information et de la distraction n'ont pas réussi à créer vraiment une nouvelle économie: «Ce secteur, même soumis aux règles et aux jeux de marché, ne peut tout simplement pas se nourrir lui-même et encore moins nourrir les autres secteurs de

l'économie». La révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication a oublié quelque chose. La barrière d'accès au numérique. Elle laisse des pans entiers de la société mondiale en dehors de cette consommation de nouvelle génération. Goulot de débouchés dans le cycle marchand.

■ ARISTOTE FACE À LA BOULIMIE CAPITALISTE

En réalité, «Halte au gâchis» décrit tout au long de paragraphes divers l'étreinte d'une asymétrie qui étouffe la planète. D'un côté «le dessèchement de la demande solvable», une «accentuation dramatique de la paupérisation», et de l'autre une concentration jamais égalée de richesse entre un petit nombre de mains. Une reproduction qui prétend à l'universalité de la distorsion du modèle américain de management. Le boss est tout, le créateur de la valeur rien. Mais «Halte au gâchis» développe encore d'autres intuitions fécondes de l'auteur. Notamment celles qui lui permettent de déconstruire le mécanisme de la pensée de l'enseignement managérial dominant. Le professeur Omar Aktouf propose à la fin de son essai de recourir à Aristote pour refonder une éthique à l'accumulation matérielle des individus et des sociétés. Il constate que la notion de «contentement» est plus forte dans les sociétés arabo-musulmanes et en Afrique. Grâce en partie à l'héritage aristotélicien sauvegardé par les arabes. Dans son «Éthique à Nicomaque», Aristote rapporté par Omar Aktouf épilogue: «Choisisant indéfiniment une chose pour une autre, nous ne connaissons ni contentement ni repos, et cette poursuite indéfinie du plaisir nous en éloigne sans cesse».

